

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 689  
semaine du  
du 20 au 26 janvier  
2022

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)



## **POI** PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie  
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 88 20

E-mail : [poi@fr.oleane.com](mailto:poi@fr.oleane.com) - [www.partiouvrierindependant-poi.fr](http://www.partiouvrierindependant-poi.fr)

Communiqué du POI - 14 janvier 2022

## **Bas les pattes devant le peuple Malien ! Non au blocus du Mali ! Levée de toutes les sanctions !**

Avec le soutien de la France et des Etats-Unis, les présidents et représentants des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) viennent de décider, ce dimanche 9 janvier, une série de sanctions contre le Mali.

Parmi la batterie de mesures annoncées « avec application immédiate », se trouvent : la fermeture des frontières terrestres et aériennes avec le Mali, la suspension de toute transaction commerciale à l'exception des produits de première nécessité, le gel des avoirs du Mali à la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest et dans toutes les banques commerciales de la région. C'est Macron et son ministre Le Drian qui en ont donné l'ordre.

L'objectif de ce blocus est clair: il s'agit d'étouffer le peuple malien qui s'est mobilisé dans la rue par centaines de milliers pour chasser le président Ibrahim Boubakar Keita, inféodé à la France, et qui ne veut plus de l'intervention militaire française Barkhane et des troupes étrangères, alors que l'emprise des groupes armés ne cesse de s'étendre et que les massacres sont quasi-quotidiens.

L'impérialisme français, par la voix d'Emmanuel Macron a immédiatement fait connaître son soutien de l'embargo et annoncé le renfort des sanctions par l'Union européenne.

Ce blocus est donc en réalité entièrement dicté par les intérêts des impérialistes qui entendent piller les ressources en uranium, or, pétrole et gaz, et toutes les richesses dont regorge la région.

C'est au peuple malien, et à lui seulement de choisir son avenir, en toute souveraineté.

Le POI est aux côtés du peuple malien et exige la levée de toutes les sanctions contre le Mali.

Macron, Le Drian, bas les pattes devant le peuple malien !

Page 14

## **MALI Enormes manifestations dans tout le pays contre les sanctions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao)**

Les Maliens ont manifesté par centaines de milliers, ce 14 janvier, à Bamako et dans toutes les grandes villes du pays contre les sanctions décidées par la Cédéao.

C'est un mouvement de fond : la Cédéao apparaît de plus en plus comme un simple instrument au service de l'impérialisme et des chefs d'Etat qui la composent pour se maintenir au pouvoir.

### **L'OBJECTIF : ASPHYXIER LE PEUPLE MALIEN**

**L**a batterie de mesures annoncées par la Cédéao, « avec application immédiate » comprend la fermeture des frontières terrestres et aériennes avec le Mali, la suspension de toute transaction commerciale, à l'exception des produits de première nécessité, le gel des avoirs du Mali à la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest et dans toutes les banques commerciales de la région.

A cela il faut encore ajouter les menaces de guerre. Le communiqué final de la Cédéao indiquait également : « *Compte tenu des effets potentiellement déstabilisateurs de cette transition pour le Mali et la région, la conférence décide d'activer immédiatement la force en attente de la Cédéao qui doit se tenir prête à toute éventualité.* »

>>>

# MALI

## Enormes manifestations dans tout le pays contre les sanctions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao)

>>> (suite)

Il s'agit d'étouffer le peuple malien. Tout est fait pour que même les produits alimentaires et autres produits de première nécessité ne puissent pas passer, contrairement aux déclarations officielles de la Cédéao, parce que les comptes bancaires du pays sont bloqués et donc qu'il n'y aura pas d'argent pour payer.

Le peuple malien s'est mobilisé dans la rue par centaines de milliers, il y a deux ans, pour chasser le président Ibrahim Boubakar Keita, inféodé à la France. C'est dans ces conditions que le coup d'Etat de la junte au pouvoir avait eu lieu – à l'époque, la France s'en était d'ailleurs fort bien accommodé. Aujourd'hui, la junte militaire s'est officiellement fixé un délai de quatre ans pour la transition et se tourne vers la Russie.

Nul doute que le peuple malien fera valoir ses exigences en matière de démocratie, de voies et moyens de rétablissement de la paix, ainsi que ses revendications économiques et sociales.

Mais le refus de l'ingérence et des sanctions et l'exigence de respect de la souveraineté du peuple se sont exprimés en masse, ce 14 janvier.

Mais les chefs d'Etat de la Cédéao qui ont prononcé les sanctions sont les plus mal placés pour donner des leçons de démocratie, eux qui n'ont pas été dérangés par les

troisièmes mandats anticonstitutionnels d'Alassane Ouattara, en Côte d'Ivoire, ou d'Alpha Condé, en Guinée, qui emprisonnent leurs opposants et soutiennent le coup d'Etat au Tchad.

### LA FRANCE EST MEMBRE DE LA CÉDÉAO, SELON LE DRIAN

Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères de Macron, a déclaré : « *Nous sommes aux côtés de la Cédéao, parce que nous sommes membres de cette institution. J'ai pris l'engagement de faire comprendre à l'UE d'appliquer les sanctions contre le Mali. Et nous allons suivre cela à la lettre.* »

Peu diffusée en France, cette déclaration l'a été largement en Afrique. Au-delà de la curieuse conception de la géographie, situant désormais la France en Afrique de l'Ouest, il s'agit bien d'un aveu : c'est la France qui a commandité les sanctions de la Cédéao.

Et c'est encore et toujours la logique de défense de son pré carré, celle de la FrancAfrique qui est à l'œuvre, avec ses coups tordus, ses interventions militaires, ses ingérences officielles et officieuses...

De leur côté les Etats-Unis ont aussi approuvé ces sanctions, d'un niveau sans précédent dans la région (1). Le Drian, Macron, l'UE et les Etats-Unis veulent affaiblir le peuple malien, telle est la réalité. Ce blocus décidé est entièrement dicté par

les intérêts impérialistes de pillage des ressources : l'or, l'uranium, les hydrocarbures, le lithium, etc.

### C'EST AUX PEUPLES DE DÉCIDER DE LEUR AVENIR

Les peuples ne veulent plus de l'intervention Barkhane. Huit ans après son début, les activités des groupes armés touchent 80 % du pays. Le nombre des réfugiés (400 000) a doublé en un an. Et les pays du golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Togo) sont directement menacés. Tout se passe comme si une véritable stratégie du chaos était à l'œuvre de la part des puissances impérialistes.

Le rejet est tel que, selon des sources diplomatiques (2), les autorités burkinabè et nigériennes auraient expressément demandé au gouvernement français que les convois militaires français ne traversent plus leurs territoires respectifs.

Une immense aspiration à la souveraineté, à en finir avec la domination impérialiste, monte, comme en témoignent les manifestations de soutien au peuple malien dans toute l'Afrique de l'Ouest. Les sanctions de la Cédéao pourraient bien se retourner en leur contraire. ■

(1) A l'exception de 2010-2011 en Côte d'Ivoire.

(2) Rapporté par le site Mondafrique, 16 janvier 2022.

## Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 7 euros  11 euros pour les plis clos

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

12 numéros : 20 euros  6 mois (25 numéros) : 35 euros

1 an (51 numéros) : 70 euros  1 an, pli clos : 125 euros

10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.